ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 1962



Maurice DELVAUX

Maire-Adjoint de Reims
Chargé des Questions Économiques
Vice-Président du Crédit Municipal de Reims
Directeur d'Entreprise

Électrices, Électeurs,

Le peuple français tout entier veut la stabilité du pays. Le referendum du 28 Octobre, qui vous appelait à voter à la fois sur un texte et pour un homme, a parfois semé en vous des sentiments contradictoires. Le souvenir de luttes communes a finalement fait pencher la balance en faveur de Celui qui a concrétisé la résistance.

Mais si le vote historique émis par la majorité d'entre vous n'est pas contestable, nous devons aujour-d'hui, pour l'avenir du pays, regarder en face les réalités politiques.

En 1958, vous avez marqué votre aversion pour le néfaste régime d'assemblée que nous avons connu. VOUS AVIEZ RAISON!

En 1957, j'ai moi-même vigoureusement dénoncé ce système auprès des instances suprêmes, au cours de deux audiences qui m'ont été accordées par l'Élysée. Certains d'entre vous se souviennent encore de l'"APPEL" que j'ai lancé dans tout le pays pour la réforme de nos institutions.

J'ai voté avec joie la Constitution de 1958 parce qu'elle renforçait l'Exécutif et rétablissait l'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS. Je la connais bien et je vous affirme que sa stricte application ne permettrait plus de revenir aux jeux néfastes du passé. Le Général de Gaulle l'a déclarée bonne mais il ne s'en sert pas et nous tombons

d'un excès dans l'autre. Nous assistons à un véritable envahissement du Législatif et du Judiciaire par un Exécutif sans contrôle, qui glisse progressivement vers le pouvoir personnel et le parti unique.

Or, toutes les tentatives de ce genre se sont toujours mal terminées. Je vous demande d'y réfléchir car nos libertés républicaines sont en jeu. Le bons sens et la sagesse exigent que l'on revienne sans tarder à l'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS.

Notre actuelle Constitution est de type parlementaire, dans lequel le Président doit demeurer un arbitre. Le Général de Gaulle agit au contraire en Chef autoritaire, ce que la majorité d'entre vous semble approuver. Mais alors nous nous rapprochons du régime présidentiel, qui serait d'ailleurs plus adapté à son style et à son prestige.

Personnellement, je ne serais pas hostile au régime présidentiel mais à la condition qu'il soit, comme dans la Constitution américaine, assorti des contrepoids indispensables...

Ce sont ces contre-poids que vous devez rétablir le 18 Novembre. Si vous votez "inconditionnel", vous accentuerez fatalement et rendrez excessive la personnalisation du régime. En croyant le maintenir, vous le conduirez inexorablement à sa perte.

Je vous demande au contraire d'exprimer, par vos suffrages, votre volonté de revenir sans tarder à l'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS qui garantit nos libertés, sans exclure pour autant la nécessaire autorité de l'État.



Suppléant : Maurice HUET

Agriculteur

Maire de Witry-lès-Reims

Une fois rétabli l'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS, il faudra :

SUR LE PLAN NATIONAL

- Relancer l'expansion économique, qui s'essoufle dans quelques secteurs.

- Stimuler les exportations car la balance commerciale de Septembre est déficitaire.

- Déterminer une fois pour toutes les bases d'une saine politique sociale.

- Accélérer le rythme insuffisant de la construction et faciliter l'accession à la propriété.

Créer des classes nouvelles et former davantage d'enseignants.
 (La carence du gouvernement est flagrante en ce domaine).

- Mettre enfin un terme à la détresse des vieux, inadmissible à notre époque.
- Garantir le respect de la propriété commerciale et sauvegarder l'existence des professions libérales.

- Faciliter l'établissement des jeunes.

- Procéder au reclassement des rapatriés d'Algérie.

- Assurer aux anciens combattants et victimes de guerre le respect intégral de leurs droits.

- Il faut aussi faire cesser le scandale de la R. T. F. dont la partialité est regrettable. Il faut créer un statut garantissant son indépendance et l'objectivité de ses informations.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- Réaliser l'intégration européenne et non pas l'Europe des patries.

- Renforcer l'Alliance Atlantique. Proposer la création d'une force de frappe commune libérant la France d'un effort financier au-dessus de ses moyens.

SUR LE PLAN RÉGIONAL ET LOCAL

- Mettre progressivement en œuvre le plan de développement régional de la Champagne, récemment élaboré.

 Poursuivre hardiment l'expansion de Reims (objectif : 200,000 habitants en 1980) mais revitaliser en même temps tout son secteur d'influence, en particulier les vallées de la Suippe, de la Vesle, de l'Ardre.

PROBLÈME AGRICOLE ET VITICOLE

C'est parce que j'ai conscience de son importance pour l'économie de la Nation que je me suis toujours efforcé, dans l'exercice de mon mandat de Maire-Adjoint, de faciliter la solution des problèmes économiques « Ville-Campagne ». Les dirigeants de la profession ont bien voulu le reconnaître.

Si j'ai l'honneur d'être désigné par vous, je m'appuierai sur mon suppléant, M. Huet, agriculteur, Maire de Witry-lès-Reims depuis 17 ans, je solliciterai les conseils de notre ami Marcel Lemaire, Sénateur de la Marne, et prendrai tous contacts avec les autres parlementaires agricoles du département, sans aucune préoccupation d'étiquette, afin de soutenir à leur côté une POLITIQUE COHÉRENTE, en plein accord avec toutes les organisations agricoles et viticoles. Je n'ignore pas que, dans l'immédiat, il faut réaliser l'aménagement des structures et rétablir la parité de revenus du monde rural avec les autres activités.

J'ai été choqué par l'incohérence du gouvernement qui a proposé une loi d'orientation, votée par le Parlement il y a 2 ans et qu'il n'a toujours pas appliquée.

Je m'engage à prendre des contacts fréquents avec les diverses branches professionnelles et les syndicats, et à organiser des tournées périodiques dans les communes de ma circonscription.

Je m'engage aussi à intervenir à la tribune de l'Assemblée Nationale quand cela sera nécessaire. Je ne serai pas un parlementaire immobile ni muet.

Élu ou non, je mènerai campagne en vue du regroupement et de la réduction, que j'estime souhaitable, du nombre des partis politiques.

Je soutiendrai sans défaillance la SAINE POLITIQUE FINANCIÈRE QU'ONT TOUJOURS PRATIQUÉE LES INDÉPENDANTS.

Je suis un homme d'action. Je l'ai prouvé dans ma profession. Je crois l'avoir prouvé à la Mairie de Reims. Vous avez la faculté de vous en assurer.

Électrices, Électeurs,

Je vous demande, en terminant, de m'accorder votre confiance.

Votez Maurice DELVAUX INDÉPENDANT

SUPPLÉANT : MAURICE HUET

CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS